



Bretagne rurale et urbaine
pour un développement
durable

Breizh ar maezloù ha maezkêrel
evit an diorren padus



Revue de presse 2021



BRUDED dans les médias

Bilan 2021

Chaque année, BRUDED communique auprès de la presse locale, régionale et spécialisée pour faire connaître les actions portées par ses adhérents et rendre compte de la dynamique du réseau. Le réseau partage également largement les expériences mutualisées et les annonces de ses événements sur les réseaux sociaux.

BRUDED dans les médias

L'association BRUDED est régulièrement mentionnée dans la presse écrite locale et régionale, en particulier Ouest-France et Le Télégramme. Ce document a pour objectif de donner un panorama du traitement de BRUDED dans la presse en 2021, à cette fin nous n'avons pris en compte que les articles qui donnent des informations sur BRUDED et les actions de BRUDED. Les mentions simples, telles que la réadhésion d'une commune, ne sont pas prises en compte.

La presse quotidienne régionale

➤ Ouest-France (16 articles) :

- 16/01 - Loireauxence. Élus et agents ont été formés aux démarches administratives début janvier
- 28/01 - Kergrist. Le conseil municipal adhère à l'association Bruded
- 03/02 - Guipel. Des lycéens découvrent l'entretien 100 % naturel du bourg
- 08/02 - Environnement. Chavagne intègre un réseau d'échange autour du développement durable
- 10/02 - Plouezoc'h. L'adhésion à l'association Bruded pose question
- 22/02 - Concoret. Sarah Müller engagée dans le développement local
- 17/03 - Rostrenen adhère à l'association de développement durable Bruded
- 04/04 - Développement durable. Entre élus bretons, ils se donnent des tuyaux
- 25/05 - Saint-Thégonnec-Loc-Eguiner. Un réseau pour des idées d'aménagements territoriaux
- 25/05 - Saint-Juvat. Les constructions en terre de Saint-Juvat font office d'exemple
- 29/05 - Laillé. La transition écologique en marche
- 23/06 - Hédé-Bazouges. Soixante membres visitent le skate-park avec Bruded
- 26/06 - Saint-Martin-des-Champs. Vingt-cinq élus bretons ont visité la commune
- 15/07 - La Grigonnais. Un bourg témoin d'éco construction
- 29/10 - Près de Rennes, ils manifestent contre les gros projets de méthanisation
- 24/11 - Paimpont. Comment valoriser et gérer l'arbre sur un territoire ?

➤ Le Télégramme (11 articles) :

- 04/03 - À Kermaria-Sulard, les élus partagent leur façon de faire avec Bruded
- 14/03 - Rostrenen adhère à l'association de développement durable Bruded
- 26/03 - À Ploumilliau, agriculteurs et élus impliqués dans le développement de la filière bois bocage-énergie
- 27/04 - Locqueltas adhère à plusieurs associations d'aménagement et de valorisation du territoire
- 21/05 - Saint-Pabu. Le développement durable au cœur des projets
- 25/05 - Bâti en terre : l'association Bruded en visite à Saint-Juvat
- 24/06 - Saint-Martin-des-Champs, vitrine du « bien vivre ensemble »
- 04/07 - La municipalité de Kergrist a présenté ses réalisations et projets
- 09/07 - Des élus découvrent les aménagements du Juch
- 02/10 - A Saint-Martin-des-Champs, collectivités et agriculteurs échangent pour accélérer la transition écologique des territoires
- 29/10 - Méthanisation : la journée des élus à Betton ne passe pas

La presse spécialisée

➤ Le Bois international

- 25/11 - Premières Rencontres bretonnes de l'arbre

➤ Sans transition !

21/04 - Le Web Sonne avec Nathalie Beauvais - Pour une alimentation gourmande et saine
Emission disponible sur la chaîne YouTube du magazine

La presse quotidienne nationale

➤ 20 minutes

- 25/11 – Hêtre ou ne pas hêtre

La télévision régionale

➤ France 3 Bretagne

- 29/10 – Méthanisation. Des opposants manifestent : « C'est l'industrialisation du procédé qui nous pose problème. »

Soit 30 citations dans la presse régionale, nationale et spécialisée et 1 reportage télévisé

BRUDED sur les réseaux sociaux

Comme chaque année, BRUDED a continué à publier régulièrement du contenu sur les réseaux sociaux **Facebook (1600 abonnés)**, **Twitter (700 abonnés)** et **LinkedIn (949 abonnés)**. Sur ces trois plateformes confondues, plus de **400 publications** ont été partagées avec le réseau, dont 170 sur Facebook.

Nos publications portent sur l'actualité du réseau, les expériences mutualisées de l'association ou l'actualité de nos partenaires. Nous intégrons presque toujours une image et surtout un lien à nos publications, afin de permettre aux internautes d'en savoir plus sur l'information partagée.

Il ne serait pas très pertinent de recenser ici l'ensemble des publications sur ces plateformes. Nous vous recommandons plutôt de vous rendre directement sur nos pages et pourquoi pas de vous abonner si ce n'est déjà fait !



@assoBruded



@BRUDED_



BRUDED

Quelques exemples...

➤ Ouest-France :

- 8/02 – Chavagne intègre un réseau d'échange autour du développement durable

Environnement : la Ville intègre un réseau d'échange

Chavagne — Lors du dernier conseil, après la présentation de l'association Bruded, les élus ont validé le principe d'adhésion à l'association Bretagne rurale et urbaine pour un développement durable.

Mikael Laurent, coordinateur et chargé de développement de l'association Bretagne rurale et urbaine pour un développement durable (Bruded), est venu présenter la structure aux élus de la commune lors du dernier conseil municipal. Le but de l'association est de promouvoir l'aménagement du territoire dans une optique de développement durable en Bretagne et en Loire-Atlantique.

130 communes en Bretagne

Bruded propose aux collectivités adhérentes de partager leurs expériences, de capitaliser sur leurs démarches et réalisations. Mikael Laurent précise que « l'association accompagne les expérimentations des collectivités qui en font la

demande pour leur faire bénéficier de l'expérience et de la force du réseau. »

L'association compte aujourd'hui près de 130 communes et deux communautés de communes sur les cinq départements bretons. « Pendant la campagne électorale [des municipales], nous avons pris connaissance des expériences portées par certaines communes adhérentes à Bruded. Nous les avons croisées avec les réalités de notre commune et avec les propositions des habitants et des habitants, indique Hélène Amouriaux-Picard, conseillère municipale déléguée à la participation citoyenne. Une fois élus, il nous a paru évident d'adhérer à l'association pour poursuivre dans la voie de

l'échange, bénéficier des expérimentations et apporter notre contribution ». L'association doit permettre de « développer une vraie démocratie locale permettant la co-construction de nos politiques publiques avec le lancement, dès septembre, des comités consultatifs ».

« De nombreux projets chavagnais peuvent bénéficier de retours d'expériences d'autres communes et du soutien de l'équipe de Bruded, renchérit Valérie Eun, adjointe à la transition écologique. À titre d'exemple, elle cite « l'opération Cœur de ville, le développement des mobilités douces, le schéma directeur vélo, la mise en œuvre d'un Atlas de la biodiversité communale... »



Mikael Laurent, coordinateur et chargé de développement de l'association Bretagne rurale et urbaine pour un développement durable. | PHOTO : QUEST-FRANCE

- 04/04 – Développement durable. Entre élus bretons, ils se donnent des tuyaux

Entre élus, ils échangent des tuyaux

L'association Bruded réunit 234 adhérents autour du développement durable. Entretien avec les deux co-présidentes.

Entretien

Bruded, c'est quoi ?

Sarah Müller : C'est un réseau de partage d'expériences, créé en 2005, qui s'étend sur les cinq départements historiques de la Bretagne. Entre communes et communautés de communes, nous échangeons des conseils en matière de développement durable. Nous comptons 234 adhérents.

Comment y adhère-t-on ?

S. M. : Il y a une cotisation de 0,30 € par habitant et par an pour les communes et 0,20 € pour les intercommunalités.

Quels sont vos champs d'action ?

Annie Bars-Denis : Nous avons trois piliers : économique, social et écologique. Prenons l'exemple de Saint-Lunaire. Ils ont été les pionniers dans la mise en place d'un atlas communal de la biodiversité. Ils ont recensé la faune et la flore et mènent ce projet avec leurs habitants.

Comment développez-vous votre réseau ?

A. B-D. : Nous avons connu une augmentation de 35 % de nos adhérents en un an, principalement après les élections municipales de 2020. Le réseau se développe de bouche-à-



Annie Bars-Denis et Sarah Müller, coprésidentes de Bruded | PHOTO : DR

oreille. À travers les échanges de pratique, on est mieux armés pour répondre aux appels à projet.

S. M. : Nous sommes un réseau qui n'est pas partisan, cela explique notre succès. Il n'y a pas de parti politique ici. Nos huit salariés nous apportent leurs compétences techniques.

Y a-t-il des réseaux similaires en France ?

S. M. : Je ne pense pas. En tant que Bretons, notre identité culturelle forte facilite peut-être la coopération. Nous sommes sollicités par des communes qui ne sont pas bretonnes. Je suis déjà allée en Charente-Maritime pour partager une expérience.

A. B-D. : Les enjeux en matière de développement durables sont en pleine croissance. Tout le monde doit s'y mettre. À nos débuts, on s'est aidés les uns les autres car peu de choses étaient en place.

Adeline PIRON.

- 29/05 – Laillé. La transition écologique est en marche

Laillé

La transition écologique en marche



L'assemblée générale de Bruded réunissait 170 élus de la région, ils ont pu mesurer l'avancée des réalisations écoresponsables de la commune. | PHOTO : QUEST-FRANCE

L'association Bruded, Bretagne rurale et urbaine pour un développement durable, avait choisi jeudi dernier la commune pour y tenir son assemblée générale. Bruded est un réseau de collectivités qui a pour vocation de mutualiser les expériences de développement durable et a pour zone d'influence la Bretagne et la Loire-Atlantique.

Après l'assemblée générale, la journée était ponctuée d'interventions diverses et d'une balade découverte à travers la ville pour découvrir les nombreux projets portés par la collectivité.

Panneaux photovoltaïques

L'accent était mis sur les différentes réalisations et aménagements en matière d'énergie renouvelable, en particulier les panneaux photovoltaïques installés sur le toit de la salle omnisports. Le collège Marie-Curie dispose, lui aussi, de panneaux et d'ombrières recouvertes de panneaux photovoltaïques. « Le projet en

cours prévoit une production de 500 Kilowatt crête, des bornes électriques seront également installées », précise Jean-Paul Vuichard, adjoint en charge de la commission développement durable.

Le collège dispose en outre d'une chaudière bois, qui alimente tout le groupe scolaire et le centre socioculturel Point 21.

Les parkings et les rues de la ZAC (zone d'aménagement concerté) de la Touche ont été conçus pour récupérer les eaux de pluie qui sont drainées et restent dans les parcelles. « Notre objectif est de gérer 100 % des eaux pluviales de la ZAC sur la ZAC », explique Patrick Le Mesle adjoint délégué à l'aménagement du territoire.

Le réseau de chemins doux a été développé et une nouvelle signalétique a été mise en place pour les mobilités douces.

La municipalité s'est aussi engagée à favoriser la transition écologique alimentaire et agricole.

- 23/06 – Hédé-Bazouges. Soixante membres visitent le skate-park avec Bruded

Hédé-Bazouges

Soixante membres visitent le skate-park avec Bruded



Isabelle Clément-Vitoria, adjointe, et Mickaël Laurent, de Bruded exposent aux 60 visiteurs le succès remporté par le skate-park. | PHOTO : QUEST-FRANCE

Bruded (Bretagne rurale et urbaine pour un développement durable) de Langouët, a organisé une visite, à l'initiative des élus de Martigné-Ferchaud, rejoints par des élus du département, soit une soixantaine de personnes au total. Salariés de Bruded Camille Menec, Irana Potelon et Mickaël Laurent précisent « les objectifs de ce samedi matin sont de répondre aux questions des élus, dont nombreux sont en cours de projet pour réaliser des aires de jeux, des aménagements d'espace nature ou des espaces de rencontre avec du mobilier urbain ». Le circuit a mené la délégation à Guipel pour visi-

ter une aire de jeux en matériaux recyclés, et à Bazouges-sous-Hédé pour visiter l'aire de jeux en osier tressé et le terrain de bicross, avant de se retrouver au château de Hédé-Bazouges, pour évoquer le succès remporté, depuis cinq ans, par le skate-park.

« C'est l'équipement public le plus fréquenté par les adolescents, remarque Isabelle Clément-Vitoria, adjointe. Il a coûté en tout et pour tout, hormis la dalle déjà en place, 18 000 €. Il a été conçu en dix-huit jours de travaux bénévoles, étalés sur cinq mois ». Bruded démarre ainsi son cycle estival de six visites, sur le thème de bien vivre ensemble.

Terres agricoles : des communes imposent le bio

En quinze ans, la Bretagne a perdu près de 12 000 exploitations agricoles, mais enregistre une seule installation sur trois en bio. À Moëlan-sur-Mer et à Laillé, on a pris le taureau par les cornes.



Moëlan-sur-Mer possède 350 ha de friches agricoles en bord de mer.

(Photo: Ouest-France)

En quinze ans, la Bretagne a perdu près de 12 000 exploitations agricoles pour tomber à 26 000 aujourd'hui. La Chambre régionale de l'agriculture prévoit le départ à la retraite de plus de la moitié des paysans dans les dix ans à venir, mais enregistre une seule installation pour quatre départs, une sur trois en bio.

C'est dire s'il y a urgence à agir, mais le chemin de la transition écologique n'est pas pavé de roses. Moëlan-sur-Mer en sait quelque chose. Cette commune du Finistère sud, à proximité de Quimper, subit les foudres du Syndicat de la propriété privée rurale du Finistère (SPPPR) pour avoir utilisé la manière forte afin de reconquérir une partie de ses 350 ha de friches agricoles de bord de mer. Objectif : y installer des exploitants bio et souscrire à la loi Egalim qui imposera 50 % de produits durables dans la restauration scolaire en 2022.

La seule en France métropolitaine

En 2014, Moëlan-sur-Mer a carrément exhumé la procédure de mise en valeur des terres incultes prévue par le Code rural et de la pêche maritime depuis l'après-guerre. Elle est la seule en France métropolitaine. Ce texte permet à l'État d'imposer un exploitant agricole au propriétaire d'un terrain en friche depuis au moins trois ans.

« C'est une procédure longue et douloureuse pour les propriétaires », souligne Guillaume Josselin, chargé de développement pour l'association Bruded, un réseau d'échanges entre communes. « Il faut une volonté politique très forte pour



Franck Chanvrié, adjoint aux finances, aux achats et à la transition écologique à Moëlan-sur-Mer (Finistère), devant la carte de la commune. 120 ha de terres agricoles en friches, ont été retenus pour être exploités à nouveau.

(Photo: Ouest-France)

la mener à bien. »

À Moëlan-sur-Mer, elle s'est affirmée avec une rare constance. Lancée par l'ancien maire, Marcel Le Penec (liste de centre droit), la procédure a été poursuivie par l'équipe municipale actuelle, proche du Parti socialiste. « L'ancienne équipe municipale voulait faire intervenir la Safer (Société d'aménagement foncier et d'établissement rural) pour racheter des terres, raconte Marcel Le Penec. Certains propriétaires étaient morts depuis cent ans. Pour d'autres terres, on ne savait pas qui les possédait. Il n'y avait pas 36 solutions : nous avons choisi d'utiliser le Code rural. »

« La méthode permettait de parvenir au plus vite au résultat escompté », confirme Franck Chanvrié, adjoint actuel chargé des finances, des achats et de la transition écologique. « Il a fallu expliquer aux propriétaires concernés que leur terrain ne serait pas urbanisable. Nous avons une côte magnifique et nous ne souhaitons pas la bétonner. »

Au terme d'une longue procédure, menée avec le département du Finistère et l'État, Moëlan-sur-Mer finit par délimiter 120 ha de friches exploitables sur son littoral. 1 251 parcelles et 468 comptes propriétaires sont identifiés. La commune parvient à s'enten-

dre avec les associations de défense de l'environnement, mais se heurte à l'opposition de 20 % des propriétaires fonciers. « Dès le départ, nous avons discuté avec le SPPPR, se souvient Marcel Le Penec, mais nous savions qu'il chercherait la petite bête pour torpiller le projet. »

Proposition de compromis

Soucieux d'éviter que l'exemple de Moëlan-sur-Mer fasse des émules, le SPPPR saisit la justice en 2019 et obtient une décision favorable du tribunal administratif au motif que trois propriétaires n'ont pas été informés. En mars, nouvelle victoire du SPPPR. Le juge des référés suspend les autorisations d'exploiter délivrées par le préfet dans l'attente d'un jugement au fond. « Nous avons contesté des erreurs d'appréciation manifestes et un certain amateurisme », fait valoir

Hélène Beau de Kerguern, présidente du SPPPR pour le Finistère et pour la Bretagne, au nom « du respect du droit de la propriété ».

Sept ans après le début de l'aventure, que reste-t-il de l'objectif de Moëlan-sur-Mer ? Un maraîcher bio cultive 5 ha ; l'association d'insertion Optim'ism en gère près de 20. La commune vient de proposer un compromis aux propriétaires : la création d'une association foncière qui leur permettrait de signer de gré à gré avec les candidats à l'installation. « Nous avons une petite contrariété juridique, reconnaît Franck Chanvrié. Mais notre motivation est intacte. Nous poursuivrons le projet de façon différente. Ce sera plus long, c'est tout. »

Laetitia JACQ-GALDEANO.

1 000 C'est le nombre annuel d'agriculteurs bretons que la Région veut aider à s'installer dans les années à venir. Pour aboutir à « un plan concret d'ici à l'été 2022 », elle lance une vaste concertation, ce lundi 18 octobre, à Lorient. Le Conseil régional accompagne déjà 750 installations annuelles mais il veut « amplifier le mouvement, sachant qu'une exploitation sur deux aura besoin d'un repreneur dans les dix ans ».

Laillé cherche exclusivement des paysans bio

Jean-Paul Vuichard, adjoint au maire de Laillé chargé du développement durable de l'agriculture.

(Photo: Ouest-France)



Nous échangeons avec Agrobio 35 ou la Sivam 35, un service d'accompagnement pour les jeunes agriculteurs. L'objectif est de trouver des jeunes porteurs de projet. La difficulté, c'est d'en trouver qui vont au bout des choses.

Vous êtes exclusivement tournés vers l'agriculture bio ?

Clairement, oui. Nous voulons uniquement des porteurs de projet bio. Nous pratiquons cette politique depuis trois ans. Elle a été initiée par la maire, Françoise Louapre, agricultrice bio. Nous en sommes aujourd'hui à près de 270 ha de terres agricoles bio dans la commune.

Quelle proportion de surfaces bio visez-vous ?

(Rires) Nous n'avons pas écrit nos objectifs. D'ici à la fin du mandat, il n'y aura pas tant de mutations que cela car beaucoup d'agriculteurs de la commune ont entre 45 et 50 ans. Nous visons des projets pérennes. Par exemple, nous voulons faciliter la transition écologique dans une ancienne ferme en agriculture intensive de 33 ha rachetée par Rennes Métropole sur notre territoire. Nous ferons appel à une manifestation d'intérêt pour avoir des porteurs de projets. On imagine bien un maraîcher, un élevage de chèvres.

L.J.-G.

Entretien

Votre commune assure une veille permanente sur les mutations foncières. Pourquoi ?

Chaque fois qu'un agriculteur arrête dans la commune, il n'y avait quasiment jamais de repreneur et cela finissait toujours par une reprise des terres et un agrandissement de ferme. Nous avons un double projet politique : maintenir la surface des terres agricoles et augmenter le nombre d'exploitations bio. Avec 3 200 ha dont 1700 en terres agricoles, beaucoup de haies et de chemins, notre commune est le poumon vert de Rennes Métropole.

Concrètement, comment agissez-vous ?

Nous regardons auprès de la Direction départementale des territoires et de la mer (DDTM) et de la Safer (Société d'aménagement foncier et d'établissement rural) pour être au courant de toutes les successions.

Moëlan-sur-Mer, une pionnière très surveillée

Moëlan-sur-Mer a-t-elle fait le bon pari ? Oui « sans hésiter », tranche Marcel Le Penec. « La transition écologique, elle est là. C'est une réalité. J'avais dit, à l'époque, que si nous arrivions à créer entre 6 et 8 emplois, je serais le plus heureux des maires. L'association Optim'ism en a créé 10. »

D'autres maires intéressés

Réponse plus nuancée de l'équipe municipale actuelle. « C'est un chemin de croix. La procédure est aventureuse », confesse Franck Chanvrié. Les nombreuses contraintes liées au droit de la propriété sont contradictoires avec le Code rural. Il faudrait vraiment que le législateur sim-

plifie tout cela. »

Reste que l'exemple de Moëlan-sur-Mer est particulièrement observé par d'autres maires français. « Il ne se passe pas une semaine sans que des communes de Normandie, de la Corse, du Centre-Bretagne me contactent », confie l'élu.

« Les instances nationales » du SPPPR surveillent, elles aussi, le cas Moëlan de près. Le syndicat ne semble pas décidé au compromis. « La création d'une association foncière nous semble très hasardeuse, tranche Hélène Beau de Kerguern. Les propriétaires privés ne seraient plus décideurs et ne maîtriseraient plus le sort de leur foncier. »

➤ Le Télégramme :

- 04/03 - À Kermaria-Sulard, les élus partagent leur façon de faire avec Bruded

À Kermaria-Sulard, les élus partagent leur façon de faire avec Bruded

Publié le 04 mars 2021 à 11h31



Bruno Servel (à droite) expose l'organisation de Bruded au niveau régional et départemental en s'appuyant sur des visites de terrain, des rencontres avec des élus etc.

Mardi, les élus ont rencontré Bruno Servel, chargé de développement de Bruded. La commune de Kermaria-Sulard, adhérente à Bruded, a une volonté d'élargir et de partager son champ d'action dans ses projets aussi bien sportifs que durables. « Bruded est un moyen fédérateur pour rencontrer d'autres communes, découvrir leurs activités etc. », expose Bruno qui indique l'existence de plus 180 communes déjà adhérentes en Bretagne. Bruno Servel a été agréablement surpris de l'âge moyen des élus et de leur dynamisme dans la concertation de la population pour des projets tels que les voies douces ou le City stade...

- 21/05 – Saint-Pabu. Le développement durable au cœur des projets

Le développement durable au cœur des projets d'aménagements à Saint-Pabu

Publié le 21 mai 2021 à 15h56



Sur la photo, devant la balise, place Theven-ar-Reut (absente, Catherine Vignon, Transition écologique), le maire, David Briant, Maïwenn Magnier, de Bruded, et le premier adjoint, Bernard Calvarin.

Maïwenn Magnier, de l'association Bruded (Bretagne rurale et urbaine pour un développement durable), a visité Saint-Pabu, mardi, avec le maire, David Briant, accompagné d'élus, Bernard Calvarin et Catherine Vignon. Le but de Bruded ? Un réseau de partage d'expériences entre collectivités dans tous les champs du développement durable. L'association compte aujourd'hui plus de 230 collectivités adhérentes, en Bretagne et Loire-Atlantique.

Les projets passés en revue

Les projets de la commune ont été passés en revue : réaménagement des espaces publics du centre bourg historique (du rond-point de Ty Méan, près de la pharmacie, jusque Porz Ar Vilin), la réalisation d'un schéma directeur vélos/piétons sur la commune, la valorisation et le développement de la Maison des Abers associés à une réflexion plus globale sur le site élargi de Korn Ar Gazel etc., etc.

Bruded peut mettre ses compétences et son réseau au service de tous ces projets dans une dynamique de développement durable et de participation des habitants.

- 24/06 - Saint-Martin-des-Champs, vitrine du « bien vivre ensemble »

Saint-Martin-des-Champs, vitrine du « bien vivre ensemble »

Publié le 24 juin 2021 à 16h49 Modifié le 24 juin 2021 à 20h27



Les élus saint-martinois ont accueilli des élus de d'autres communes bretonnes pour leur présenter les actions menées dans le cadre du développement durable et solidaire.

François Hamon, maire de Saint-Martin-des-Champs ; Marc Rousic et Jonas Plusquellec, adjoints, ont accueilli ce mercredi 23 juin, les représentants d'une quinzaine de communes bretonnes. Ces élus se sont intéressés aux projets et réalisations, menés à Saint-Martin-des-Champs dans le cadre du développement durable et solidaire. Cette rencontre était organisée par l'association Bruded, un réseau d'échanges d'expériences entre élus, dans le cadre de son thème « Des projets qui favorisent le bien-vivre ensemble dans nos bourgs ».

Une balade en cinq étapes

François Hamon et ses adjoints ont guidé les participants depuis le Roudour, vers le quartier de la gare, les écoles Jules-Ferry et Gouelou, les réalisations participatives (sport, éco-pâturage) et les cheminements doux (vélo, piéton). Chaque étape a été l'occasion d'expliquer aux élus, les choix et les retours d'expérience de la commune de Saint-Martin-des-Champs dans la mise en œuvre des économies d'énergie, de l'utilisation de matériaux écologiques, de mobilités douces, de mixité sociale et de l'implication des citoyens dans les projets.

- 02/10 – A Saint-Martin-des-Champs, collectivités et agriculteurs échangent pour accélérer la transition écologique des territoires

A Saint-Martin-des-Champs, collectivités et agriculteurs échangent pour accélérer la transition écologique des territoires

Publié le 02 octobre 2021 à 16h42



Près de 90 élus et agriculteurs ont réfléchi à des pistes nouvelles et innovantes afin d'accélérer la transition écologique.

L'association **Bruded** (Bretagne rurale et urbaine pour un développement durable) a organisé le jeudi 30 septembre 2021 au Roudour, à Saint-Martin-des-Champs, une réflexion sur les coopérations possibles entre les collectivités et le monde agricole. L'objectif est d'accélérer sereinement la transition écologique sur les territoires, en privilégiant le respect et le dialogue.

Retours d'expérience

À l'occasion de trois ateliers d'échanges, des collectivités ont présenté les initiatives qu'elles ont prises sur leurs territoires respectifs. A Laillé (35) il était question de favoriser l'extension de la production biologique ; à Lannion-Trégor Communauté (22), d'améliorer la qualité de l'eau en coopérant avec les agriculteurs sur les bassins-versants. Du côté du Conseil départemental du Finistère, c'est une initiative de relocaliser l'alimentation et rapprocher l'offre de la demande sur la commune de Plouguerneau qui a été présentée.

Hêtre ou ne pas hêtre, telle est la question

La crise sanitaire a fait flamber les prix du bois. Mais ce n'est pas une si mauvaise nouvelle pour la filière



Camille Allain

C'est un espace magnifique, que certains décrivent comme magique. À Paimpont, où se trouve le fameux Hêtre de Ponthus, au cœur de la mystique forêt de Brocéliande, environ 200 personnes participent ce jeudi aux Rencontres bretonnes de l'arbre. L'événement envisage de répondre aux questions que les collectivités se posent au sujet de leur ressource en bois.

Très courtisée, la ressource a vu ses prix exploser, donnant lieu à des situations mal vécues par les artisans de la construction. « C'était brutal, mais ce n'est pas une si mauvaise nouvelle, explique Gildas Prévost, chargé de mission à la Fibois Bretagne, association qui regroupe toutes les professions de la filière bois-forêt. Le prix du bois n'avait pas évolué depuis trente ans, il fallait un rattrapage. Sans cela, la filière ne peut pas avancer. »

Cette hausse des prix pourrait d'abord permettre aux forêts d'être « de meilleure qualité », poussant les exploitants à valoriser des croissances plus lentes et plus qualitatives. L'inflation pourrait aussi permettre à la filière d'offrir de meilleurs salaires, elle qui peine à recruter. « Bûcheron, c'est un métier qui se raréfie, assure Nathalie Brac de la Perrière. C'est difficile physi-

« L'arbre stocke le carbone, limite le réchauffement climatique, embellit l'espace et peut fournir des emplois. »
Mikael Laurent, réseau Bruded

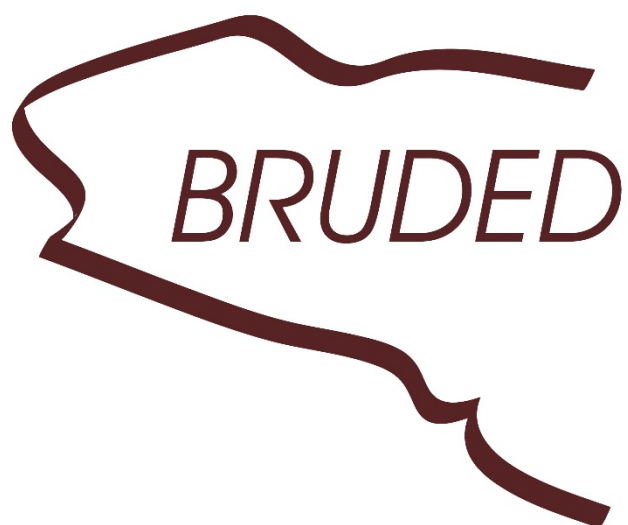
quement, potentiellement dangereux et il faut être passionné. » L'animatrice de la Fibois Bretagne espère que la montée des prix incitera les acteurs locaux à innover pour se placer sur des marchés à meilleure valeur ajoutée. La Bretagne devra pour cela anticiper la croissance de ses espaces forestiers. Seulement couverte à 15 % par la forêt, contre 30 % nationalement, la région gagne chaque année 3 à 4 000 ha de surface forestière, ce qui en fait l'une des régions les plus dynamiques de France.



En Bretagne, 92% de la surface forestière est détenue par des propriétaires privés. C. Allain / 20 Minutes

Dotée d'une qualité de bois « moyenne », la Bretagne veut miser sur la mode des circuits courts pour mieux transformer ses arbres. Ce jeudi, la filière entend convaincre les collectivités de « mieux planter » afin de valoriser la ressource. « L'arbre est à la croisée de tous les enjeux : il stocke le carbone, il limite le réchauffement climatique, il peut contribuer à améliorer la qualité des eaux, il embellit l'espace et peut fournir des emplois », explique Mikael Laurent, coordinateur du réseau Bruded.

Cette association, qui regroupe les collectivités investies dans la transition écologique, a vu son nombre d'adhérents grimper de 35 % l'an dernier. « Il y a un véritable enjeu à aller vers un bois ultra local, en forêt mais aussi dans le bocage. D'autant que la ressource est très éparpillée dans la région », poursuit-il. En Bretagne, 120 000 propriétaires se partagent les 410 000 ha de forêt. Un morcellement qui multiplie le nombre de « petits acteurs » et rend difficile l'unité de la filière.



CONTACT :

BRUDED – 19, rue des Chênes – 35630 Langouët – 02 99 69 95 47 – contact@bruded.fr – www.bruded.fr

BRUDED est soutenu par :

